



DROIT SOCIAL

n° 11 - Novembre 2015

TRIBUNE

- La France et le juge européen
Jean-Philippe LHERNOULD 847

DOSSIER

Loi Rebsamen

Dossier coordonné par Franck PETIT

- Loi relative au dialogue social et à l'emploi : entre amélioration et simplification de la représentation collective des salariés
Franck PETIT 850
- Représentation du personnel dans l'entreprise : avancées, reculs ou *statu quo* ?
Isabelle DESBARATS 853
- Les syndicats, commis de cuisine de la malbouffe sociale
Daniel BOULMIER 861
- Le patrimoine du CHSCT
Marion EMERAS 868
- Vers une représentation universelle des salariés
Franck PETIT 873
- La négociation dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux
Bernard GAURIAU 878
- Réforme des obligations de négocier dans l'entreprise : l'âge de raison ?
Alexandre FABRE 882
- Information et consultation du comité d'entreprise : rationalisation ou changement de paradigme ?
Hélène TISSANDIER 889
- À la recherche des acteurs du dialogue social
Bernard BOSSU 896
- Pauvreté laborieuse : la prime d'activité, une bonne réponse ?
Christophe WILLMANN 903
- Le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle
Dirk BAUGARD 915

ÉTUDES

Contrat de travail

- La détermination des catégories professionnelles dans le plan de sauvegarde de l'emploi – Conclusions
Claire ROLLET-PERRAUD 922

Emploi

- UberPop (†)
Laurent GAMET 929

ACTUALITÉS

- Confirmations et précisions en droit de la rupture conventionnelle du contrat de travail
Damien CHENU 941

Sommaire

Tribune

La France et le juge européen

Jean-Philippe LHERNOULD

Dossier

850 Loi Rebsamen

- 850 Loi relative au dialogue social et à l'emploi : entre amélioration et simplification de la représentation collective des salariés
Franck PETIT
- 853 Représentation du personnel dans l'entreprise : avancées, reculs ou statu quo ?
Isabelle DESBARATS
- 861 Les syndicats, commis de cuisine de la malbouffe sociale
Daniel BOULMIER
- 868 Le patrimoine du CHSCT
Marion EMERAS
- 873 Vers une représentation universelle des salariés
Franck PETIT
- 878 La négociation dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux
Bernard GAURIAU
- 882 Réforme des obligations de négocier dans l'entreprise : l'âge de raison ?
Alexandre FABRE
- 889 Information et consultation du comité d'entreprise : rationalisation ou changement de paradigme ?
Hélène TISSANDIER
- 896 À la recherche des acteurs du dialogue social
Bernard BOSSU
- 903 Pauvreté laborieuse : la prime d'activité, une bonne réponse ?
Christophe WILLMANN
- 915 Le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle
Dirk BAUGARD

Études

Contrat de travail

- 922 La détermination des catégories professionnelles dans le plan de sauvegarde de l'emploi – Conclusions
Claire ROLLET-PERRAUD

Emploi

- 929 UberPop (†)
Laurent GAMET

Index

Actualités

Contrat de travail

- 937 L'avocat salarié : un salarié par détermination de la loi (Soc. 16 sept. 2015) Jean MOULY 
- 939 Licenciement consécutif à un refus de rétrogradation : la sanction de défaut d'entretien préalable (Soc. 16 sept. 2015) Jean MOULY 
- 941 Confirmations et précisions en droit de la rupture conventionnelle du contrat de travail (Soc. 16 sept. 2015) Damien CHENU 

Droit disciplinaire

- 943 Une exception à la règle de l'unicité de la sanction disciplinaire pour l'ensemble des faits connus de l'employeur (Soc. 10 juin 2015) Jean MOULY 

Contentieux

945. Quelle place pour l'estoppel dans la procédure prud'homale ? (Soc. 22 sept. 2015) Jean MOULY 

CHÔMAGE

- 915 Assurance chômage ■ Intermittent du spectacle ■ Règles d'indemnisation ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015

CONTRAT DE TRAVAIL

- 937 Lien de subordination ■ Avocat salarié ■ Statut social
- 941 Rupture conventionnelle ■ Vice du consentement ■ Annulation ■ Pouvoir souverain des juges du fond

CONVENTION COLLECTIVE

- 878 Négociation collective ■ Délégué syndical ■ Absence ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 882 Accord d'entreprise ■ Obligation de négocier ■ Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Objets ■ Modalités
- 896 Négociation collective ■ Dialogue social ■ Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Acteurs sociaux

DISCIPLINE

- 943 Sanction disciplinaire ■ Statut de l'entreprise ■ SNCF

EMPLOI

- 903 Prime d'activité ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 929 Économie collaborative ■ Uberpop

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

- 868 CHSCT ■ Patrimoine ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015

INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL

- 853 Représentation des salariés ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Entreprises à établissements multiples ■ Entreprises mono-établissement
- 861 DUP ■ Entreprises de moins de 300 salariés ■ Négociation conventionnelle ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 873 TPE ■ Représentation universelle des salariés ■ CPRI ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 889 Comité d'entreprise ■ Information et consultation ■ Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015

LICENCIEMENT

- 922 Licenciement économique ■ Plan de sauvegarde de l'emploi ■ Catégories professionnelles ■ Détermination
- 939 Procédure ■ Entretien préalable au licenciement ■ Absence ■ Cause Réelle et sérieuse ■ Indemnité

PRUD'HOMMES

- 945 Procédure prud'homale ■ Estoppel

TRAVAIL

- 847 CJUE ■ CEDH ■ Jurisprudence
- 850 Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Représentation collective des salariés ■ Dossier ■ Introduction
- 947 Droit du travail ■ Revue ■ Ouvrages
- 948